

GE_GERICHTE ACJC/146/2025 vom 31. Januar 2025

GE Cour de justice, 2025-01-31, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACJC_146_2025

FR: GE_GERICHTE ACJC/146/2025 du 31 janvier 2025

IT: GE_GERICHTE ACJC/146/2025 del 31 gennaio 2025

Erwägungen

E. 1

Les causes C/25431/2022 et C/15398/2023, jointes par arrêts ACJC/303/2024 et ACJC/304/2024 du 29 février 2024, ont été suspendues dans ces mêmes décisions.

E. 1.1

Les jugements entrepris sont des décisions sur opposition à séquestre, de sorte que seule la voie du recours est ouverte (art. 278 al. 3 LP; art. 309 let. b ch. 6 et 319 let. a CPC). Le recours, écrit et motivé, doit être introduit auprès de l'instance de recours dans les dix jours à compter de la notification de la décision motivée (art. 278 al. 1 LP et 321 al. 2 CPC). Déposés selon la forme et dans le délai requis par la loi (art. 130, 131 et 142 al. 1 CPC), les recours sont en l'espèce recevables.

E. 1.1.1

Les décisions entreprises ayant pour objet la déclaration de force exécutoire de décisions rendues par les autorités néerlandaises, la procédure relève de la compétence du tribunal de l'exécution (art. 335 al. 3 CPC) et est soumise à la Convention concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale conclue à Lugano le 30 octobre 2007 (Convention de Lugano ou CL). Le délai de recours contre la déclaration constatant la force exécutoire est d'un mois à compter de sa signification (art. 327a al. 3 CPC et art. 43 al. 5 CL).

E. 1.1.2

Interjetés dans le délai prévu par la loi, les recours interjetés contre les ordonnances OTPI/862/2022 du 22 décembre 2022 et OTPI/474/2023 du 25 juillet 2023 sont recevables sous cet angle.

E. 1.2

La procédure d'opposition au séquestre (art. 278 LP) étant une procédure sommaire au sens propre (art. 251 let. a CPC), il est statué sur la base de la simple vraisemblance des faits et après un examen sommaire du droit (ATF 138 III 232 consid. 4.1.1). Dès lors que la décision d'opposition au séquestre n'est susceptible que d'un recours au sens des art. 319 ss CPC, l'autorité cantonale n'intervient, sous réserve de nova, voire de pseudo nova (cf. art. 278 al. 3 LP réservé par l'art. 326 al. 2 CPC), que si le juge de première instance a retenu de manière arbitraire la simple vraisemblance des faits (cf. arrêt du Tribunal fédéral 5A_582/2012 du 11 février 2013 consid. 3.1). Pour ce qui est de l'application du droit, le juge procède à un examen sommaire du bien-fondé juridique, c'est-à-dire un examen qui n'est ni définitif, ni complet, au terme duquel il rend une décision provisoire (ATF 138 III 232 précité loc. cit.; arrêt du Tribunal fédéral 5A_828/2015 précité loc. cit. et l'autre référence). 2. Les parties ont produit des pièces nouvelles et allégué des faits nouveaux.

E. 1.2.1

Il incombe au recourant de motiver son recours (art. 321 al. 1 CPC). Les exigences posées par le CPC à ce titre sont identiques en procédure d'appel et de recours (arrêt du Tribunal fédéral 5D_190/2014 du 12 mai 2015 consid. 2; JEANDIN, CR-CPC, 2019, n. 4 ad art. 321 CPC), de sorte que pour satisfaire à cette exigence, il ne suffit pas au recourant de renvoyer à une écriture antérieure, ni de se livrer à des critiques toutes générales de la décision attaquée. La motivation doit être suffisamment explicite pour que l'instance d'appel puisse la comprendre aisément, ce qui suppose une désignation précise des passages de la décision que le recourant attaque et des pièces du dossier sur lesquelles repose sa critique (ATF 138 III 374 consid. 4.3.1; arrêts du Tribunal fédéral 4A_621/2021 du 30 août 2022 consid. 3.1, 5D_65/2014 du 9 septembre 2014 consid. 5.4.1; 5A_438/2012 du 27 août 2012 consid. 2.2). L'acte de recours doit, en outre, contenir des conclusions formulées de telle sorte qu'en cas d'admission de la demande, elles puissent être reprises dans le jugement sans modification (arrêt du Tribunal fédéral 5A_663/2011 du 8 décembre 2011 consid. 4.3 et 4.5). Conformément à l'art. 59 al. 2 let. a CPC, le justiciable qui fait valoir une prétention doit démontrer qu'il a un intérêt digne de protection à voir le juge statuer sur sa demande. L'existence d'un intérêt digne de protection est ainsi une condition de

- 16/39 -

C/15398/2023 recevabilité de toute demande en justice : le demandeur doit obtenir un avantage, factuel ou juridique, du résultat de la procédure. L'absence d'un tel intérêt - qui doit être constatée d'office (art. 60 CPC) - entraîne ainsi l'irrecevabilité de la demande (ATF 140 III 159 consid. 4.2.4; arrêts du Tribunal fédéral 5A_729/2021 du 24 février 2022 consid. 3.1.2.2; 5A_282/2016 du 17 janvier 2017 consid. 3.2.1). L'action en constat porte sur l'existence d'un droit ou d'un rapport de droit (art. 88 CPC). Si l'incertitude porte sur un fait, il faut opter cas échéant pour la preuve à futur. Les conclusions en constat doivent être rédigées de manière à permettre au juge, par son prononcé, de mettre fin à l'incertitude existant sur une situation juridique donnée, du fait de désaccord des parties (BOHNET, CR-CPC, 2019, n. 8 et 10 ad art. 88 CPC). Le recours est recevable pour violation du droit et constatation inexacte des faits (art. 320 CPC). 1.2.2.1 En l'espèce, dans le premier recours, le recourant a pris plusieurs conclusions préalables, non motivées dans le corps de son écriture, et ayant trait essentiellement à l'établissement des faits, concluant à ce que ceux-ci soient constatés (conclusions 2, 3, 4, et 8). Ces conclusions sont irrecevables, au regard des principes susmentionnés. Les griefs qu'elles contiennent implicitement quant à l'établissement des faits seront traités avec le fond du recours. Il en va de même des conclusions 6 et 7 du recourant, faute de motivation, et ne relevant pas de la compétence de la Cour. Les conclusions 1 et 5 ont été traitées dans l'arrêt ACJC/282/2023 du 28 février 2023 (sur effet suspensif). Les conclusions 9, 10 et 11 sont devenues sans objet (suspension de la procédure jusqu'à droit jugé dans la cause C/7_____/2022, apport de dite procédure et complètement du recours). Ainsi, seules les conclusions principales du recourant seront examinées (constatation de la nullité de l'ordonnance OTPI/862/2022 du 22 décembre 2022 et du fait que celle-ci serait contraire à l'ordre public suisse). 1.2.2.2 Dans le troisième recours, les conclusions des parties en jonction et suspension sont devenues sans objet, vu les arrêts déjà rendus par la Cour sur ces points. Celle du recourant en irrecevabilité de la conclusion de l'intimée visant à la confirmation du séquestre du 25 juillet 2023, prise dans la réponse de celle-ci au recours contre l'ordonnance d'exequatur n'a plus lieu d'être, compte tenu du fait que le recours contre le rejet de l'opposition au séquestre et celui contre

l'exequatur sont traités l'un et l'autre dans le présent arrêt.

- 17/39 -

C/15398/2023

E. 2

Dans les deux recours contre les ordonnances d'exequatur, le recourant, sans prendre de conclusion formelle à cet égard, soutient qu'il ne serait pas possible de déterminer, sans consulter les statuts de l'intimée, si les signataires de la procuration en faveur des conseils de la Banque avaient pouvoir de le faire et, par voie de conséquence, si lesdits conseils étaient autorisés à entreprendre les procédures objet des différents recours. Il a donc implicitement requis la production des statuts de l'intimée. Il sollicite, dans le premier recours, l'apport de la procédure C/7_____/2022, lequel devrait permettre de déterminer s'il a été valablement assigné par devant le Tribunal de D_____.

E. 2.1

Par exception au principe général de l'art. 326 al. 1 CPC, l'art. 278 al. 3 LP prévoit que, dans le cadre d'un recours contre une décision rendue sur opposition à

- 28/39 -

C/15398/2023 séquestre, les parties peuvent alléguer des faits nouveaux et produire, à l'appui de ces faits, des moyens de preuve nouveaux (art. 326 al. 2 CPC). Cette disposition vise tant les faits et moyens de preuves survenus après les dernières plaidoiries dans la procédure d'opposition au séquestre (vrais nova) que ceux qui existaient déjà avant (pseudo nova; ATF 145 III 324 consid. 6.6 et 6.6.4). L'invocation devant l'autorité de recours de pseudo nova n'est toutefois admissible que pour autant que les conditions de l'art. 317 al. 1 CPC, applicables par analogie, soient réalisées (ATF 145 III 324 consid. 6.6.2). La partie qui entend se prévaloir de pseudo nova doit ainsi démontrer n'avoir pas pu le faire avant la procédure de recours bien qu'elle ait fait preuve de la diligence requise (cf. ATF 144 III 349 consid. 4.2.1). Des pièces ne sont pas recevables en appel pour la seule raison qu'elles ont été émises postérieurement à l'audience de première instance. La question à laquelle il faut répondre pour déterminer si la condition de l'art. 317 al. 1 CPC est remplie est de savoir si le moyen de preuve n'aurait pas pu être obtenu avant la clôture des débats principaux de première instance (arrêt du Tribunal fédéral 5A_266/2015 du 24 juin 2015 consid. 3.2.2).

E. 2.2

En l'espèce, le recourant admet que les signataires de la procuration donnée par l'intimée à ses conseils apparaissent au registre du commerce avec pouvoir de signature conjointe ("jointly authorised (with other member(s), see articles"). Cela est suffisant pour considérer la validité du pouvoir de ceux-ci, de sorte qu'il n'y a pas lieu d'ordonner la production des statuts de l'intimée. L'apport de la procédure C/7_____/2022 (conclusion 9 du premier recours) ne sera pas non plus ordonné, car sans pertinence, compte tenu de l'arrêt de la Cour ACJC/360/2023 du 7 mars 2023, traitant de (et admettant) la validité de la notification de la citation à comparaître devant le Tribunal de D_____ par le Ministère public genevois.

E. 2.2.1

En l'espèce, dans le recours contre le jugement OSQ/15/2023 du 12 mai 2023 rejetant l'opposition au premier séquestre (deuxième recours), la pièce 5 recourant est recevable, car connue des parties, s'agissant de l'arrêt ACJC/282/2023 du 28 février 2023 rendu dans le

cadre du recours contre la décision d'exequatur OTPI/862/2022 du 22 décembre 2022. La pièce 6 nouvellement produite par le recourant aurait pu être établie avant que le Tribunal ne garde la cause à juger dans la mesure où elle a trait à la valeur du gage grevant un navire en Turquie, élément de fait évoqué par les parties dans leurs écritures de première instance. Cette pièce est partant irrecevable, ainsi que les faits allégués à son appui. En tout état, elle n'est pas déterminante pour l'issue du litige.

La pièce 7 recourant et la pièce B intimée, soit le jugement rendu le 10 juillet 2023 par le Tribunal de D_____ et sa traduction sont recevables.

La pièce A intimée, en réponse à la pièce 6 recourant dont la recevabilité est contestée, n'est pas traduite. Elle est antérieure à la date à laquelle la cause a été gardée à juger. Sa recevabilité peut demeurer indéterminée, au vu des considérations qui suivent.

La pièce 8 recourant est connue des parties, s'agissant de l'ordonnance OTPI/474/2023 du 25 juillet 2023 rendue dans la cause C/15398/2023.

- 29/39 -

C/15398/2023 La pièce C intimée est connue des parties et partant recevable.

La recevabilité de l'avis de droit néerlandais produit par l'intimée sous pièce 1 et sa traduction peut également demeurer indéterminée, car sans objet dans la mesure où elle a trait au caractère exécutoire de la décision du Tribunal de D_____ du 30 septembre 2022, laquelle a été remplacée par le jugement du 10 juillet 2023.

E. 2.2.2

Dans le recours contre le jugement OSQ/3/2024 du 12 janvier 2024, rejetant l'opposition à séquestre (quatrième recours), le recourant n'expose pas pour quelle raison la pièce B, non traduite, n'aurait pas pu être obtenue et produite déjà devant le Tribunal. Celle-ci est partant irrecevable, sans préjudice de sa pertinence.

La pièce A intimée est connue des parties. 3. Dans un grief "préalable", le recourant se plaint, dans le cadre du recours contre le jugement OSQ/15/2023 du 12 mai 2023, de la violation de son droit inconditionnel à la réplique, au motif que le Tribunal a écarté de la procédure les écritures qu'il entendait produire à l'audience du 24 avril 2023.

E. 3

Dans sa réplique du 24 mars 2023, suivant le premier recours contre l'ordonnance d'exequatur, le recourant soutient que l'intimée n'aurait pas valablement contesté les allégués contenus dans ses écritures, de sorte que ceux-ci devraient être tenus pour avérés.

E. 3.1

Le droit d'être entendu garanti par l'art. 29 al. 2 Cst. accorde aux parties le droit de s'expliquer avant qu'une décision ne soit prise à leur détriment, de fournir des preuves quant aux faits de nature à influencer sur la décision, d'avoir accès au dossier, de participer à l'administration des preuves et de se déterminer à leur propos (ATF 136 I 265 consid. 3.2; 135 II 286 consid. 5.1; 129 II 497 consid. 2.2). En procédure sommaire, lorsque la requête ne paraît pas manifestement irrecevable ou infondée, le tribunal donne à la partie adverse l'occasion de se déterminer oralement ou par écrit (art. 253 CPC). La procédure sommaire se caractérise ainsi par sa souplesse dans sa forme, car elle peut être orale ou écrite. Le tribunal donne à la partie adverse l'occasion de se prononcer. Le caractère écrit ou oral de la

procédure est laissé à la libre appréciation du juge, ce qui permet de tenir compte du cas d'espèce (Message relatif au CPC du 28 juin 2006, FF 2006 p. 6841 ss; arrêt du Tribunal fédéral 5A_403/2014 du 19 août 2014 consid. 4.1).

Le défendeur n'a pas le choix entre l'un ou l'autre des modes de détermination. Il appartient exclusivement au Tribunal, faisant usage de son pouvoir d'appréciation, de définir le mode de détermination de la partie citée (KAUFMANN, DIKE-Komm- ZPO, Brunner/Gasser/Schwander [éd.], 2ème éd., 2016, n. 19 ad art. 253 CPC; KLINGLER, Kommentar zur Schweizerischen Zivilprozessordnung, Sutter-Somm/Hasenböhler/Leuenberger [éd.], 3ème éd., 2016, n. 1 ad art. 253 CPC). Ainsi, le droit d'être entendu d'une partie n'est pas violé lorsque le juge lui donne la possibilité de se déterminer oralement lors d'une audience et refuse d'accepter une détermination écrite spontanée (arrêt du Tribunal fédéral 5A_403/2014 du 19 août 2014 consid. 4.1). L'avis de doctrine isolé (BOHNET, in Code de procédure civile

- 30/39 -

C/15398/2023 commenté, 2011, n. 2 ad art. 253 CPC, dont l'opinion est maintenue in Commentaire romand, Code de procédure civile, 2ème éd. 2019) selon lequel le juge doit accepter toute écriture des parties présentée même lors de l'audience ne peut être suivi (arrêt du Tribunal fédéral 5A_403/2014 précité consid. 4.2.1). En matière d'opposition à séquestre, la loi prévoit que le juge entend les parties et statue sans retard (art. 278 al. 2 LP). Dans cette procédure, le séquestré, qui n'a pas pu participer à la procédure d'autorisation du séquestre, a la possibilité de présenter ses objections. Le juge réexamine en contradictoire la réalisation des conditions du séquestre précédemment ordonné et, à l'issue de son examen, confirme ou annule l'ordonnance de séquestre. Aux termes de l'art. 235 al. 2 1ère phrase CPC, les allégués des parties qui ne se trouvent pas dans leurs actes écrits sont consignés dans leur substance.

E. 3.2

En l'espèce, le Tribunal a invité B_____ NV à se déterminer par écrit, avant de fixer une audience. Le recourant a eu, lors de cette audience, l'occasion de s'exprimer oralement sur l'écriture de sa partie adverse, de sorte qu'il ne peut se plaindre d'une violation de son droit d'être entendu. Il lui appartenait d'inviter le Tribunal à consigner au procès-verbal la substance de ses allégués de fait et de ses plaidoiries, dans la mesure qu'il jugeait utile, ce qu'il n'a pas fait.

Le grief est infondé. 4. Dans les deux recours contre les jugements rejetant ses oppositions aux séquestres, le recourant soulève différents griefs, de constatation inexacte des faits, de déni de justice formel, de violation du droit d'être entendu et d'un abus de pouvoir d'appréciation. En substance, et pour autant qu'on le comprenne, le recourant reproche au Tribunal d'avoir retenu que l'intimée disposerait d'un titre de mainlevée définitive alors que le recours contre la décision d'exequatur du 22 décembre 2022, tout comme celui contre celle du 25 juillet 2023, était assorti de l'effet suspensif, et de n'avoir pas considéré que la créance objet du séquestre serait garantie par gage.

Ces critiques relèvent d'une mauvaise appréciation des faits et d'une violation du droit et seront examinés avec le fond. 5. Le recourant reproche au Tribunal d'avoir retenu l'existence d'un titre de mainlevée définitive, et d'avoir en conséquence violé l'art. 271 al. 1 ch. 6 LP. Pour autant qu'on le comprenne, il soutient que l'effet suspensif attaché aux recours contre les décisions d'exequatur priverait celles-ci de caractère exécutoire et

emporterait caducité des séquestres.

5.1 5.1.1 Le créancier d'une dette échue et non garantie par gage peut requérir le séquestre des biens du débiteur qui se trouvent en Suisse lorsqu'il possède contre le débiteur un titre de mainlevée définitive (art. 271 al 1 ch. 6 LP).

- 31/39 -

C/15398/2023

L'art. 271 al. 3 LP stipule que dans les cas énoncés à l'art. 271 al. 1 ch. 6 LP, qui concernent un jugement rendu dans un Etat étranger auquel s'applique la CL, le juge statue aussi sur la constatation de la force exécutoire. L'art. 271 al. 3 LP précise en outre que le tribunal qui prononce le séquestre en vertu de l'art. 271 al. 1 ch. 6 LP, sur la base d'un jugement exécutoire rendu d'après la CL révisée, doit lui aussi prononcer à chaque fois une décision d'exequatur indépendante (cf. art. 47 al. 2 CL), soit par une ordonnance distincte, soit directement dans le dispositif de l'ordonnance de séquestre (ATF 147 III 491 consid. 6.2.1), ce en principe même si aucune requête spécifique n'a été faite sur ce point (ATF 147 cité ibidem). Les décisions étrangères peuvent représenter des titres de mainlevée définitive, dans la mesure notamment où elles comportent une condamnation à payer une somme d'argent. Dans le cas d'un séquestre fondé sur l'existence d'un titre de mainlevée définitive qui concerne un jugement rendu dans un Etat étranger auquel s'applique la CL, le juge statue aussi sur la constatation de la force exécutoire (art. 271 al. 3 LP; ATF 147 III 491 consid. 6.2.1 et les références; arrêt 5A_103/2022 du 31 octobre 2022 consid. 3.2.2, destiné à la publication). Il est au demeurant aisé pour le créancier d'apporter la preuve de la force exécutoire du jugement. Il suffit de remettre au juge du séquestre l'attestation officielle selon les art. 53 al. 2 et 54 CL - un formulaire (annexe V à la CL) - à faire établir dans l'Etat étranger (KREN KOSTKIEWICZ, op. cit., loc. cit.). En revanche, l'examen des motifs de refus de reconnaissance des art. 34 s. CL n'a pas lieu à ce stade, mais seulement à celui du recours (art. 41 CL; 327a CPC). La présentation de la décision et du certificat de l'art. 54 CL est donc à la fois nécessaire et suffisante pour rendre vraisemblable le cas de séquestre de l'art. 271 al. 1 ch. 6 LP (PAHUD, Le séquestre et la protection provisoire des créances pécuniaires, 2018, n° 290). Le prononcé de la mainlevée définitive est exclu en cas de "recours CL" pendant (SPÜHLER, Kurzkomentar, 2023, n. 5 ad art. 327a CPC). 5.1.2 Le prononcé du séquestre peut être attaqué par la voie de l'opposition dans les dix jours à compter de celui de sa connaissance (art. 278 al. 1 LP), puis, comme le refus du séquestre, par celle d'un recours selon les art. 319 ss CPC (art. 278 al. 3 LP). En revanche, la question du caractère exécutoire de la décision "Lugano" fondant la requête de séquestre ne peut être examinée que dans le recours prévu à l'art. 327a CPC, disposition mettant en oeuvre l'art. 43 CL. L'opposition à un séquestre prononcé à titre de mesure conservatoire (art. 47 par. 2 CL cum art. 271 al. 1 ch. 6 LP) ne permet en effet d'invoquer que les objections spécifiques au séquestre (ATF 143 III 693 c. 3.3; TF 5A_953/2017 du 11 avril 2018 consid. 3.2.2.2). Les deux procédures - opposition et recours - doivent donc, le cas échéant, être menées parallèlement. Il s'ensuit que le débiteur séquestré qui entend soulever l'un des motifs de refus d'exequatur prévus par la CL (art. 45 par. 1 cum

- 32/39 -

C/15398/2023 art. 34 s. CL) ou s'en prendre aux conditions que le premier juge peut examiner (i.e. les formalités selon l'art. 53 CL, l'existence d'une décision exécutoire selon les art. 32 et 38 par. 1 CL et l'application de la CL selon l'art. 1 CL) ne peut le faire que dans

le cadre du recours de l'art. 327a CPC. Aux termes de l'art. 327a al. 2 CPC, lorsque le recours est dirigé contre une décision du tribunal de l'exécution au sens des art. 38 à 52 CL, il a un effet suspensif; les mesures conservatoires, en particulier le séquestre visé à l'art. 271 al. 1 ch. 6 LP, sont réservées (al. 2). L'opposition et le recours n'empêchent pas le séquestre de produire ses effets (art. 278 al. 4 LP).

5.2 En l'espèce, le Tribunal a prononcé les 22 décembre 2022 et 25 juillet 2023, en même temps que les séquestres, des décisions d'exequatur des décisions rendues par le Tribunal de D_____ les 30 septembre 2022 et 10 juillet 2023, condamnant le recourant à payer une somme d'argent à l'intimée. Les 26 janvier et 28 août 2023, le recourant a parallèlement formé recours contre les décisions d'exequatur et oppositions aux séquestres.

Si le recours contre la décision d'exequatur est assorti de l'effet suspensif, les mesures conservatoires, tel le séquestre, sont réservées. L'effet suspensif aux recours contre les décisions d'exequatur n'empêchaient ainsi pas que des séquestres soient ordonnés et le Tribunal a justement rejeté cet argument dans ses décisions statuant sur opposition. Par ailleurs, la question du caractère exécutoire de la décision étrangère n'a pas à être examinée dans le cadre de la procédure d'opposition à séquestre, mais seulement dans celle du recours de l'art. 327a CPC.

Ainsi, les arguments du recourant tirés de l'effet suspensif du recours de l'art. 327a CPC sont dénués de fondement. Le juge de l'opposition n'avait pas à examiner plus avant le caractère exécutoire de la décision étrangère, l'intimée ayant fourni l'attestation officielle selon les art. 53 al. 2 et 54 CL à l'appui de sa requête de séquestre.

En tout état, les recours contre les décisions d'exequatur sont rejetés aux termes du présent arrêt. En conséquence, l'intimée est au bénéfice d'une décision exécutoire permettant l'obtention d'un séquestre.

La question de savoir si l'intimée est au bénéfice d'un titre de mainlevée définitive permettant la levée d'une éventuelle opposition au commandement de payer dans la poursuite en validation du séquestre est autre et n'a pas à être tranchée ici.

Les griefs du recourant doivent être rejetés.

- 33/39 -

C/15398/2023 6. Le recourant fait grief au Tribunal de n'avoir pas considéré que la créance fondant les séquestres était garantie par gage, ce qui exclurait le prononcé d'une telle mesure. Il soutient que même si le gage ne peut être apporté en Suisse, il s'opposerait à un séquestre lorsque le débiteur, selon le droit étranger applicable, peut se prévaloir du *beneficium excussionis realis*.

L'intimée soutient que le montant de la créance objet du séquestre (5'798'816 fr. 86 avec intérêts) s'entendrait après déduction du montant des cédulas hypothécaires données en garantie, l'immeuble de [la rue] 4_____ ayant été vendu avant même que la décision du 30 septembre 2022 ne soit rendue et le montant perçu suite à la vente étant déduit de celui que A_____ a été condamné à payer par le Tribunal de D_____ (7'336'589.97 USD). Les autres gages sont situés à l'étranger, de sorte qu'ils ne font pas obstacle au prononcé d'un séquestre.

E. 4

Les deux parties ont produit des pièces nouvelles.

E. 4.1.1

Lorsque le recours est dirigé contre une décision du tribunal de l'exécution au sens des art. 38 à 52 CL, le tribunal examine avec un plein pouvoir de cognition les motifs de refus prévus par la Convention (art. 327a CPC). Dès lors que la procédure de première instance est unilatérale et que la partie adverse ne peut faire valoir son point de vue que dans la procédure de recours, l'art. 326 CPC ne peut trouver application dans la procédure d'exequatur; dans la procédure de recours selon l'art. 43 CL en relation avec l'art. 327a CPC, les nova doivent être admissibles, en particulier dans le cas du prononcé ultérieur d'un jugement sur appel dans l'état d'origine (arrêt du Tribunal fédéral 5A_79/2008 du

E. 4.1.2

Les faits notoires ou notoirement connus du tribunal et les règles d'expérience généralement reconnues ne doivent pas être prouvés (art. 151 CPC). Même le Tribunal fédéral peut les prendre d'office en considération; dans cette mesure, les faits notoires sont soustraits à l'interdiction des nova (arrêt du Tribunal fédéral 5A_719/2018 du 12 avril 2019 consid. 3.2.1 et 3.2.3).

- 19/39 -

C/15398/2023

Il s'agit des faits et des circonstances connus du tribunal de par son activité officielle (Message CPC [2006], 6922). Ainsi, les faits qui ressortent d'une autre procédure entre les mêmes parties peuvent être pris en considération même en l'absence d'allégation ou d'offre de preuve correspondante (arrêt du Tribunal fédéral 5A_774/2017 du 12 février 2018, consid. 4.1.1; 5A_610/2016 du 3 mai 2017, consid. 3.1 et réf. cit.), du moment que c'est la même Cour qui traite des procédures en question (arrêt du Tribunal fédéral 5D_37/2018 du 8 juin 2018 consid. 5).

E. 4.2.1

En l'espèce, les pièces nouvelles produites avec le premier recours par le recourant, qui n'a pas participé à la procédure de première instance, sont recevables, dans la mesure où elles ont été produites sans retard ou qu'elles concernent des faits connus par la Cour, saisie d'autres procédures entre les mêmes parties.

Il en va de même des pièces 9, 10 et 11 produites par l'intimée, ainsi que de celle jointe au courrier de celle-ci à la Cour du 11 juillet 2023, dans le premier recours. En revanche, la pièce 8 intimée (premier recours) est irrecevable, car antérieure à la décision entreprise, sans que l'intimée n'expose pour quelle raison elle ne l'a pas produite devant le premier juge. En tout état, elle n'est pas déterminante pour la solution du litige. La traduction du jugement du Tribunal de D_____ du 10 juillet 2023 produite par l'intimée est recevable.

E. 4.2.2

Les pièces nouvelles produites avec le troisième recours par le recourant sont recevables. La pièce 1 produite par l'intimée à l'appui de sa réponse au troisième recours l'est également, contrairement à la pièce 2, en tout état sans pertinence pour la solution du présent litige.

E. 4.2.3

Il a été tenu compte dans la mesure utile, dans l'état de fait ci-dessus, des éléments pertinents contenus dans les pièces recevables. 5. Dans les recours contre les ordonnances d'exequatur, le recourant a sollicité à titre préalable la suspension de la procédure, d'une part

jusqu'à droit jugé par respectivement la Cour et le Tribunal fédéral dans la cause C/7_____/2022 (transmission par le Ministère public d'un acte juridique étranger, soit une convocation à l'audience du 27 septembre 2022 devant le Tribunal de D_____), et d'autre part jusqu'à droit jugé dans la cause pendante devant le Tribunal de D_____ suite à son opposition à la décision du 30 septembre 2022 rendue par défaut, puis jusqu'à droit jugé sur son recours contre le jugement du 10 juillet 2023.

- 20/39 -

C/15398/2023

5.1 5.1.1 La suspension de la procédure peut être ordonnée par le juge si des motifs d'opportunité le commandent. La procédure peut notamment être suspendue lorsque la décision dépend du sort d'un autre procès (art. 126 al 1 CPC).

5.1.2 Aux termes de l'art. 46 ch. 1 et 3 CL, la juridiction saisie d'un recours contre une déclaration constatant la force exécutoire (art. 43 CL) peut surseoir à statuer, si la décision étrangère fait, dans l'Etat d'origine, l'objet d'un recours ordinaire ou si le délai pour le former n'est pas expiré. Cette juridiction peut également subordonner l'exécution à la constitution d'une garantie qu'elle détermine. D'un point de vue systématique et téléologique, il faut partir du principe que l'objectif de l'article 46 de la Convention est d'éviter une situation d'incertitude due à la possibilité de reconnaître et de déclarer exécutoire un jugement qui est exécutoire dans l'Etat d'émission mais qui n'est pas encore passé en force de chose jugée, et qui pourrait donc encore être modifié ou même annulé dans une hypothétique instance supérieure (HOFMANN/KUNZ, op. cit., nos 1-2 à l'art. 46 de la Convention) (ATF 142 III 420). Pour que le juge suspende la procédure, un recours ordinaire doit avoir été formé ou pouvoir encore être formé dans l'Etat du jugement (arrêt du Tribunal fédéral 5A_752/2010 du 17 mars 2011 consid. 4, au sujet l'art. 38 Convention de Lugano de 1988). La notion de "recours ordinaire" est indépendante du traité. Il s'agit de tout recours qui est de nature à entraîner l'annulation ou la modification de la décision faisant l'objet de la procédure de reconnaissance ou d'exécution selon la Convention de Lugano et dont l'introduction est liée, dans l'Etat d'origine, à un délai déterminé par la loi et prenant cours en vertu de cette décision même (ATF 129 III 574 consid. 3; arrêt du Tribunal fédéral 5P.402/2005 du 14 juillet 2006 consid. 6.1.1; CJCE, affaire 43/77, Industrial Diamond Supplies/Riva, Rec. 1977 p. 2175 n. 42; STAEHELIN, in Dasser/Oberhammer, Kommentar zum Lugano- Übereinkommen, 2008, n. 4 ad art. 38 LugÜ; GAUDEMET-TALLON, Compétence et exécution des jugements en Europe, 3ème éd. Paris 2002, n. 458). La juridiction de recours n'a pas l'obligation, mais la faculté de surseoir (arrêt du Tribunal fédéral 5P.402/2005 du 14 juillet 2006 consid. 6.1.1). Le pronostic sur le sort de la décision dans l'Etat d'origine constitue le principal facteur pour accorder ou refuser le sursis (BUCHER, Commentaire romand, Loi sur le droit international privé - Convention de Lugano, 2011, n. 3 ad art. 46 CL).

5.2 5.2.1 En l'espèce, il a été statué de manière définitive dans la cause C/7_____/2022, la Cour ayant rejeté le recours de A_____ contre "la décision implicite du Ministère public" et le recours au Tribunal fédéral contre ledit arrêt ayant été retiré le 8 juin 2023. La conclusion du recourant tendant à la suspension des premier et troisième recours jusqu'à droit jugé dans cette procédure est dès lors sans objet.

- 21/39 -

C/15398/2023

5.2.2 Le Tribunal de D_____ a statué par jugement du 10 juillet 2023, suite à l'opposition de A_____ à la décision du 30 septembre 2022 rendue par défaut. La requête de suspension jusqu'à droit jugé sur l'opposition au jugement du 30 septembre 2022 n'a plus d'objet. 5.2.3 Le jugement du 10 juillet 2023 a été déclaré exécutoire, de sorte qu'il ne se justifie pas d'ordonner la suspension de la présente cause jusqu'à droit jugé sur le recours formé à l'encontre de celui-ci, le Tribunal de D_____ ayant statué après avoir entendu le recourant et confirmé sa précédente décision. Un pronostic favorable sur le sort que connaîtra ce recours ne semble dès lors pas évident.

La suspension ne sera pas ordonnée.

E. 6

Sur le fond, le recourant soutient en substance, dans le premier recours, que l'acte introductif d'instance devant le Tribunal de D_____ ne lui aurait pas été notifié et qu'en tout état il ne serait pas signé. La date du 15 juillet 2022 figurant à l'annexe V ne correspondrait pas à la date à laquelle les autorités néerlandaises auraient reçu en retour de la justice suisse les documents démontrant dite notification, condition pourtant nécessaire à la reconnaissance. Le Tribunal de D_____ aurait ainsi statué sans s'assurer que le recourant avait eu connaissance de l'assignation. Il aurait à tort considéré à cet égard que le conseil suisse du recourant aurait eu connaissance de l'assignation et de la date de l'audience en juillet 2022 déjà, se fondant sur un échange de mails entre les conseils des parties. La décision dont l'exequatur était requis ne serait pas une ordonnance, non sujette à notification, comme le soutiendrait l'intimée, mais un jugement, devant être valablement notifié. Celui-ci ne lui aurait pas non plus été notifié, ce qui serait contraire à l'ordre public et emporterait sa nullité avec effet rétroactif, ce que la Cour devrait constater.

E. 6.1.1

À teneur de l'art. 271 al. 1 LP, seul le créancier d'une dette non garantie par gage peut requérir le séquestre des biens du débiteur qui se trouvent en Suisse. Si le gage ne couvre que partiellement la créance, le séquestre doit être ordonné pour la part non couverte (ATF 53 III 19). Selon la pratique, les gages situés à l'étranger ne s'opposent pas au prononcé d'un séquestre en Suisse, en raison du principe de la territorialité et du fait que de tels gages ne sont pas atteignables par la voie de la poursuite de droit suisse et ne remplissent donc pas la même fonction qu'un gage situé en Suisse (MATTMANN, Die materielle Voraussetzungen der Arrestlegung nach Art. 271 SchKG, Winterthur 1981, p. 26). Il en va ainsi en tout état de cause pour les sûretés immobilières (ACJC/59/2015 du 23 janvier 2015 consid. 3 et les références citées). Pour les autres sûretés, le créancier doit être en mesure d'apporter le gage en Suisse, afin qu'il fasse obstacle à un séquestre dans notre pays (MEIER-DIETERLE, Kurzkomentar SchKG, 2ème éd., Zurich 2014, n. 5 ad art. 271). Un gage situé à l'étranger s'oppose au prononcé du séquestre, si le débiteur peut faire valoir le beneficium excussionis realis selon le droit applicable (ATF 65 III 92, cité par STOFFEL, in Basler Kommentar, Schweizerische Zivilprozessordnung, 3ème éd., 2021, n°45 ad art. 271 LP).

E. 6.1.2

Lorsqu'une poursuite par voie de saisie ou de faillite est introduite pour une créance garantie par gage, le débiteur peut demander, par le biais d'une plainte, que le créancier exerce d'abord son droit sur l'objet du gage (art. 41bis LP). Le débiteur qui a donné un gage et qui

est poursuivi en Suisse par la voie d'une poursuite ordinaire est fondé à porter plainte contre cette poursuite même si le gage se trouve à l'étranger, pour peu seulement que le droit étranger admette le bénéfice de discussion, c'est-à-dire une exception analogue à l'art. 41 LP (ATF 65 III 92, 94).

- 34/39 -

C/15398/2023

E. 6.1.3

Les droits réels immobiliers sont régis par le droit du lieu de situation de l'immeuble (art. 99 al. 1 LDIP). Une élection de droit relative aux conditions d'acquisition et de transfert, ainsi qu'au contenu et aux effets des droits réels immobiliers serait inefficace (GAILLARD CR LDIP/CL, 2025, n. 3 ad art. 99 LDIP). Le contenu et l'exercice de droits réels mobiliers sont régis par le droit du lieu de situation du meuble (art. 100 al. 2 LDIP).

E. 6.2

En l'espèce, s'agissant tout d'abord des garanties résultant des cédules hypothécaires, il a été rendu vraisemblable que la première (grevant l'immeuble de [la rue] 4_____) été réalisée avant même que ne soit rendue la décision du 30 septembre 2022 et qu'il en était tenu compte dans ce cadre, et que le montant de la créance en séquestre s'entendait après déduction de la seconde (grevant l'immeuble rue 2_____). Ensuite, les autres garanties fournies par le recourant sont toutes situées à l'étranger, de sorte que, conformément aux principes susmentionnés, elles ne sauraient faire obstacle au prononcé du séquestre.

L'argument du recourant selon lequel les garanties sur les navires revêtiraient la forme de cédules hypothécaires, soit de papiers-valeurs, qui pourraient être apportés en Suisse doit être écarté. D'abord, le recourant n'allègue pas quel serait le droit applicable à ces garanties, ni a fortiori n'établit le contenu de ce droit. La seule qualification du Restructuring Agreement en contrat de sûretés, que plaide le recourant, est insuffisante à considérer que les gages donnés constitueraient des papiers-valeurs. Il n'y a pas lieu de se prononcer plus avant sur ce point, en particulier de qualifier la nature des gages prévus par le Restructuring Agreement, faute de motivation suffisante du recourant. Les autres arguments du recourant tirés de l'interprétation des articles 2.2 et 2.5 du Restructuring Agreement, selon laquelle l'intimée se serait engagée à ne pas requérir un séquestre au vu des garanties fournies ne sont rien d'autres que des affirmations, non motivées, en contradiction, sous l'angle de la vraisemblance, avec le texte de ces clauses, et, partant, doivent également être rejetés.

Enfin, le recourant s'est limité à affirmer que le droit néerlandais connaissait le *beneficium excusionis realis*, ce qui ferait obstacle au prononcé du séquestre, sans rendre vraisemblable que ce droit serait applicable, en particulier au gage immobilier, ni quel serait son contenu, le renvoi à un "Attendu que" du Restructuring Agreement étant insuffisant à cet égard. Les griefs tirés de l'existence de gages en garantie de la créance en séquestre sont infondés. Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner ceux en lien avec la valeur desdits gages.

- 35/39 -

C/15398/2023 7. Dans son recours contre le jugement OSQ/15/2023 du 12 mai 2023 (rejetant l'opposition au premier séquestre), le recourant se plaint dans un dernier grief de la nullité de la décision du 30 septembre 2022 au motif qu'elle ne lui aurait pas été notifiée. Cette question a déjà été examinée ci-dessus, de sorte qu'il n'y sera pas revenu. 8. Dans le quatrième recours (contre le jugement OSQ/3/2024 du 12 janvier 2024), le recourant

soutient que le deuxième séquestre serait abusif, car il permettrait à l'intimée de bloquer des avoirs pour un montant largement supérieur à sa créance.

8.1 Selon la jurisprudence, l'existence d'un séquestre ne fait pas obstacle à une nouvelle requête fondée sur la même créance, voire sur le même cas de séquestre. Le seul point douteux est de savoir si les mêmes biens peuvent en même temps faire l'objet de deux séquestres en force pour la même créance. Toutefois, lorsqu'il y a doute sur la validité d'un premier séquestre, il est dans la nature de cette mesure de sûreté que l'on puisse requérir un nouveau séquestre. L'exécution du second séquestre n'est pas subordonnée à la preuve stricte de la caducité du précédent (ATF 143 III 573 consid. 4.1.3). Il est en effet de la première importance pour le créancier que les biens du débiteur ne soient pas libérés de la mainmise, même pour une durée limitée, sans quoi il risque d'être privé d'une garantie que l'institution du séquestre a précisément pour but de lui accorder. Le dommage que cette solution peut impliquer pour le débiteur - notamment le fait que les délais de poursuite recommencent à courir - n'est pas déterminant; il est d'ailleurs en principe couvert par les sûretés que le créancier est astreint à fournir (ATF 99 III 22 consid. 2; arrêt du Tribunal fédéral 5A_925/212 du 5 avril 2013 consid. 6.2 publié in SJ 2013 I p. 463; dans ce sens: JAEGER/WALDER/ KULL/KOTTMAN, Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs, 1997/1999, n. 19 ad art. 271 LP; GILLIERON, in Commentaire de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, Articles 271-352, 2003, n. 43 ad Remarques introductives aux art. 271-281 LP). Selon GILLIERON, le recouvrement d'une prétention dont l'objet est une somme d'argent ou des sûretés à fournir peut être garanti par des séquestres multiples, successifs ou simultanés, portant sur les mêmes droits patrimoniaux ou sur des droits patrimoniaux différents voire localisés dans des arrondissements de poursuites différents, fondés sur le même cas de séquestre ou des cas différents sans qu'il importe que l'une des ordonnances de séquestre fasse l'objet d'une procédure d'opposition, mais tous les séquestres doivent être validés (GILLIERON, op.cit., n. 43 ad Remarques introductives aux art. 271-281 LP). La possibilité pour le créancier d'obtenir plusieurs séquestres pour la même créance est toutefois limitée par l'interdiction de l'abus de droit. Un second séquestre est ainsi abusif, notamment, s'il conduit à mettre sous mains de justice plus de biens qu'il n'en faut pour couvrir la créance invoquée (ATF 120 III 49 consid. 2a).

- 36/39 -

C/15398/2023 8.2 En l'espèce, l'intimée a requis deux séquestres successifs, portant sur le même bien immobilier. Le deuxième a été requis après le prononcé par le Tribunal de D_____ de sa décision du 10 juillet 2023, remplaçant celle rendue par défaut le 30 septembre 2022. Cette manière de procéder n'est pas constitutive d'un abus de droit, conformément au considérant qui précède, et on comprend mal en quoi le bien séquestré, même deux fois, permettrait à l'intimée de bloquer des avoirs d'une valeur bien supérieure à sa créance. 9. L'intimée a conclu, dans le premier recours (contre la décision d'exequatur du 30 septembre 2022), à la condamnation du recourant au paiement de la somme de 30'710 fr., correspondant aux frais encourus par elle depuis le mois de janvier 2023 pour répondre aux différentes procédures introduites par celui-ci, montant non réclamé dans dites procédures, si ce n'est par la formulation générale de la "condamnation aux frais et dépens de la procédure." Dans les autres recours, elle a uniquement conclu à la condamnation du recourant aux frais et dépens.

Elle a également conclu à ce qu'une amende soit infligée au recourant pour téméraire plaideur, celui-ci s'évertuant à entraver ses droits en tentant de paralyser les procédures par

des multiples recours.

9.1 9.1.1 Les frais sont mis à la charge de la partie succombante (art. 106 al. 1 CPC). Les frais causés inutilement sont mis à la charge de la personne qui les a engendrés (art. 108 CPC). La partie ou son représentant qui usent de mauvaise foi ou de procédés téméraires sont punis d'une amende disciplinaire de 2'000 francs au plus; l'amende est de 5'000 francs au plus en cas de récidive (art. 128 al. 3 CPC). Agit de manière téméraire, par exemple, celui qui bloque une procédure en multipliant les recours abusifs (ATF 111 Ia 148 consid. 4) ou celui qui dépose un recours manifestement dénué de toute chance de succès dont s'abstiendrait tout plaideur raisonnable et de bonne foi (ATF 120 III 107 consid. 4b). 9.1.2 Les frais judiciaires sont fixés et répartis d'office. Le tribunal fixe les dépens selon le tarif. Les parties peuvent produire des notes de frais (art. 105 CPC). L'émolument forfaitaire de décision est fixé entre 150 fr. et 10'000 fr. en procédure sommaire (art. 26 RTFMC). Le défraiement pour une valeur litigieuse au-delà de 4 millions de fr. et jusqu'à

E. 6.2.1

En l'espèce, c'est à bon droit que le Tribunal, dans l'ordonnance OTPI/862/2022 du 22 septembre 2022, a déclaré exécutoire la décision du Tribunal de D_____ du 30 septembre 2022, sans examen au titre des art. 34 et 35 CL, et en se limitant à vérifier l'achèvement des formalités prévues à l'art. 53 CL, lequel était donné. L'intimée avait en effet produit, à l'appui de sa requête de séquestre et de reconnaissance, la décision originale, dûment traduite et apostillée et l'Annexe V prévue par la CL. Le fait que ces deux documents n'aient pas été produits comme une seule pièce, le premier en annexe du second, mais séparément, ne suffit pas à retenir que l'Annexe V était "tronquée" et faisait ainsi obstacle à l'exequatur, comme tente en vain de le soutenir le recourant. Ces deux documents ont été produits à l'appui de la requête d'exequatur, certes sous deux pièces différentes, mais il ne fait aucun doute que l'Annexe V (pièce 3) se réfère bien au jugement produit sous pièce 1. Ainsi, le grief du recourant tiré de la prétendue impossibilité de déterminer le contenu de la décision à laquelle l'Annexe V se réfère, aucun document n'étant joint à dite Annexe, relève du formalisme excessif. Il en va de même de celui relatif à

- 25/39 -

C/15398/2023 l'absence de signature de l'assignation du 15 juillet 2022, qui figure sur celle produite sous pièce 1, de surcroît dûment tamponnée. L'intimée avait également fourni, bien qu'inutile à ce stade, la preuve de la notification de l'assignation le 9 septembre 2022 au recourant par le Ministère public en vue de l'audience du 27 septembre 2022.

Ainsi, la décision du premier juge, objet du premier recours, ne souffre pas la critique. Cela étant, il convient d'examiner, s'il existerait un motif justifiant que la décision ne soit pas reconnue, comme plaidé par le recourant, point qui sera examiné à la lumière des faits et pièces nouveaux – et recevables – allégués et produits par les parties.

E. 6.2.2

L'acte introductif d'instance a été remis au Ministère public de D_____ le 15 juillet 2022, en vue de sa notification au recourant à son domicile en Suisse, ce qui a été fait le 9 septembre 2022 par le Ministère public. A cette même date ce dernier a retourné aux autorités néerlandaises l'acte "exécuté". Il ne ressort pas du dossier la date à laquelle celles-ci l'ont reçu en retour, ce qui n'est pas déterminant, le séquestre étant une mesure conservatoire réservée par l'art. 15 al. 3 CLHa65. Peu importe en conséquence le motif

effectivement retenu par le Tribunal de D_____ pour se passer de la preuve de la notification de l'assignation au recourant au moment où il a statué. Peu importe également qu'un recours ait été interjeté contre dite notification, celui-ci n'emportant pas effet suspensif. Le recours a par ailleurs été rejeté, la Cour ayant considéré que dite notification était valable (ACJC/360/2023, voir supra). Cette situation est ainsi différente de celle ayant fait l'objet de l'arrêt du Tribunal fédéral 5A_230/2012 du 23 octobre 2012, dont le recourant essaie de tirer argument, puisqu'il est acquis qu'il a eu connaissance de l'assignation le 9 septembre 2022 par un organe officiel, que celle-ci a été remise à son conseil genevois, lequel a pu l'informer de l'importance des documents ainsi remis, et que le recourant a pu disposer d'environ trois semaines pour se préparer à comparaître ou se faire représenter à l'audience, ce qui paraît suffisant. Ainsi, les griefs du recourant concernant les "tentatives de [B_____ NV] d'éluider les règles sur la signification et la notification en Suisse d'actes judiciaires", en lien avec la pièce 8 intimée (échanges de mails entre les conseils des parties en juillet 2022), déclarée irrecevable, n'ont pas à être examinés plus avant. En tout état, le recourant a formé opposition au jugement rendu par défaut le 30 septembre 2022, une audience contradictoire a été tenue et une nouvelle décision rendue le 10 juillet 2023.

- 26/39 -

C/15398/2023 La prétendue irrégularité dans la notification de l'assignation est ainsi sans portée, l'art. 34 par. 2 CL n'étant pas applicable. Les griefs du recourant relatifs à la notification de l'assignation sont ainsi sans fondement.

E. 6.2.3

Le grief tiré de l'absence de notification de la décision du 30 septembre 2022, qui serait dès lors contraire à l'ordre public suisse, doit également être rejeté.

En effet, le recourant a formé opposition au jugement rendu par défaut ce qui a conduit à la tenue d'une audience contradictoire et au prononcé d'une nouvelle décision. C'est donc qu'il a eu connaissance de celle rendue le 30 septembre 2022.

Peu importe que cette connaissance soit intervenue après que le séquestre et l'exequatur avaient été prononcés, dans la mesure où le recourant a pu, par la suite, faire valoir ses droits et être entendu, ce qui ressort des pièces nouvelles dont il peut être tenu compte dans le cadre du présent recours. L'exequatur de la décision du 30 septembre 2022 n'est ainsi pas contraire à l'ordre public suisse; l'ordonnance entreprise sera confirmée. Il sera encore relevé que la qualification d'ordonnance ou de jugement de la décision du 30 septembre 2022 n'est pas déterminante, contrairement à ce que tente de soutenir le recourant.

E. 6.2.4

La décision dont l'exequatur a été prononcée dans l'ordonnance du 22 décembre 2022, objet du premier recours, a été remplacée par jugement du Tribunal de D_____ du 10 juillet 2023, déclaré exécutoire par ordonnance OTPI/474/2023 du 25 juillet 2023, objet du troisième recours.

C'est à la lumière de ce fait nouveau recevable que la Cour doit statuer, comme retenu ci-dessus. Dans la mesure où le jugement du 10 juillet 2023 confirme, sous réserve du point de départ des intérêts, la décision du 30 septembre 2022, l'exequatur sera confirmé, sous réserve de ce dernier point.

E. 6.3.1

Le recourant, dans le troisième recours, reprend le grief tiré de l'absence de la décision du 30 septembre 2022 en annexe du certificat qui pourtant s'y réfère, point qui a été traité ci-dessus.

L'Annexe V, produite sous pièces 3 (copie) et 5 (original), à l'appui de la requête d'exequatur du 25 juillet 2023, se réfère, sans doute possible, à la décision du

E. 6.3.2

Le recourant soutient que la décision du 10 juillet 2023 ne serait pas en force, l'appel interjeté contre dite décision ayant un effet dévolutif complet, ce qui

- 27/39 -

C/15398/2023 justifierait que la procédure soit suspendue jusqu'à droit jugé en appel. Il a déjà été statué sur cette question. Le troisième recours est, partant, également infondé.

E. 6.4

En conclusion, dans la mesure où seule la décision du 10 juillet 2023, qui a remplacé celle du 30 septembre 2022, doit être déclarée exécutoire, il sera statué en ce sens dans le présent arrêt, par souci de clarté. Le chiffre 1 de l'ordonnance du 22 décembre 2022 sera partant annulé et il sera statué à nouveau dans le sens précité. II. Recours contre les jugements OSQ/15/2023 du 12 mai 2023 (C/25431/2022) et OSQ/3/2024 du 12 janvier 2024 (C/15398/2023), rejetant les oppositions à séquestre formées par A_____. 1.

E. 10

millions de fr. est de 61'400 fr. plus 0,75% de la valeur litigieuses dépassant 4 millions de fr. (art. 85 RTFMC).

- 37/39 -

C/15398/2023 Pour les procédures sommaires, le défraiement est, dans la règle, réduit à deux tiers et au plus à un cinquième du tarif de l'art. 85 (art. 88 RTFMC). Il est réduit dans la règle d'un à deux tiers par rapport au tarif de l'art. 85 RTFMC dans les procédures d'appel et de recours (art. 90 RTFMC). Les débours nécessaires sont estimés, sauf éléments contraires, à 3% du défraiement et s'ajoutent à celui-ci (art. 25 LaCC). Lorsqu'il y a une disproportion manifeste entre la valeur litigieuse et l'intérêt des parties au procès ou entre le taux applicable selon la présente loi et le travail effectif de l'avocat, la juridiction peut fixer un défraiement inférieur ou supérieur aux taux minimums et maximums prévus (art. 23 al. 1 LaCC). 9.2 9.2.1 En l'espèce, compte tenu du nombre de recours traités dans le présent arrêt, des décisions incidentes rendues, de la difficulté de la cause et du travail occasionné, les frais judiciaires seront arrêtés au total à 30'000 fr. (art. 26 RTFMC). Ils seront compensés avec les avances fournies, de 14'750 fr. au total (art. 111 al. 1 CPC). Le recourant sera en conséquence condamné à verser à l'Etat de Genève, soit pour lui les Services financiers du Pouvoir judiciaire, la somme de 15'250 fr. Pour les mêmes raisons, le recourant sera condamné à verser à l'intimée 40'000 fr. au total à titre de dépens de recours (art. 85 et ss RTFMC, art. 23 LaCC). 9.2.2 En l'espèce, quand bien même le conseil du recourant a multiplié les écritures, dont certaines sont prolixes et difficilement compréhensibles, il ne peut être retenu qu'il avait agi de mauvaise foi ou usé de procédés téméraires, au vu des montants en jeu et de la complexité du dossier, lequel comporte des ramifications internationales et des questions juridiques complexes. Il ne sera pas infligé d'amende au recourant ou à son conseil. * * * * *

- 38/39 -

C/15398/2023

PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : Préalablement : Ordonne la reprise de la procédure C/15398/2023, à laquelle est jointe la procédure C/25431/2022. A la forme : Déclare recevables les recours interjetés par A_____ les 26 janvier 2023 et 28 août 2023 contre les ordonnances OTPI/862/2022 du 22 décembre 2022 et OTPI/474/2023 du 25 juillet 2023 rendues par le Tribunal de première instance dans les causes C/25431/2022 et C/15398/2023, jointes sous C/15398/2024. Déclare recevables les recours interjetés par A_____ les 25 mai 2023 et 29 janvier 2024 contre les ordonnances OSQ/15/2023 du 12 mai 2023 et OSQ/3/2024 du 12 janvier 2024 rendues par le Tribunal de première instance dans les causes C/25431/2022 et C/15398/2023, jointes sous C/15398/2024. Préalablement : Constate que la requête de suspension de la cause formée par A_____ jusqu'à droit jugé dans la cause C/7_____/2022 est devenue sans objet. Constate que la requête de suspension de la cause formée par A_____ jusqu'à droit jugé dans la cause pendante devant le Tribunal de D_____ suite à son opposition à la décision du 30 septembre 2022 rendue par défaut est devenue sans objet. Rejette la requête de suspension de la cause formée par A_____ jusqu'à droit jugé sur le recours qu'il a formé contre le jugement rendu le 10 juillet 2023 par le Tribunal de D_____. Au fond : Annule le chiffre 1 du dispositif de l'ordonnance OTPI/862/2022 du 22 décembre 2022. Cela fait, statuant à nouveau sur ce point, déclare exécutoire en Suisse le jugement prononcé le 10 juillet 2023 par le Tribunal de D_____ dans la cause n° C/8_____ (N° de rôle: KG ZA 23-355 IHJK/LO). Rejette les recours pour le surplus. Déboute les parties de toutes autres conclusions.

- 39/39 -

C/15398/2023 Sur les frais : Arrête les frais judiciaires des recours à 30'000 fr. au total, les met à la charge de A_____ et dit qu'ils sont partiellement compensés avec les avances de 14'750 fr. au total. Condamne en conséquence A_____ à verser à l'Etat de Genève, soit pour lui les Services financiers du Pouvoir judiciaire, la somme de 15'250 fr. Condamne A_____ à verser à B_____ NV 40'000 fr. au total à titre de dépens de recours. Siégeant : Madame Pauline ERARD, présidente; Madame Sylvie DROIN, Madame Nathalie LANDRY-BARTHE, juges; Madame Mélanie DE RESENDE PEREIRA, greffière.

La présidente : Pauline ERARD

La greffière : Mélanie DE RESENDE PEREIRA

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF supérieure ou égale à 30'000 fr.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.